



Organisations révolutionnaires syrienne et soudanaise : si loin, si proches

Par Gwenaëlle Lenoir

Gwenaëlle Lenoir

Journaliste indépendante et spécialiste du monde arabe et de l'Afrique de l'Est, Gwenaëlle Lenoir, est une ancienne Grande reporter à France 3 et écrit aujourd'hui pour Orient XXI et Mediapart.

Pour rédiger cet article, la journaliste Gwenaëlle Lenoir s'est appuyée sur les travaux de Yahia Hakoum (Syrie), Akram Kachee (Syrie), Leila al-Shami et Robin Yassin-Kassab (Syrie), Azza Mustafa Mohammed Ahmed (Soudan), Clément Deshayes (Soudan), ainsi que sur de multiples entretiens réalisés lors de ses missions au Soudan depuis 2019.

À presque dix ans d'écart, les deux révolutions syrienne et soudanaise, semblent au premier regard présenter de nombreux points communs, notamment dans les organisations révolutionnaires qui en furent (au passé dans le cas de l'insurrection syrienne) et en sont (au présent dans celui de la soudanaise) les colonnes vertébrales. Ce sont, en effet, les deux soulèvements populaires de la région qui, très vite après leur éruption, ont vu de tels groupes être signalés. C'est du moins ce qui a paru évident à la journaliste que je suis. J'ai une longue et ancienne histoire avec le Soudan, où je me suis rendue, pour la première fois, quelques années seulement après la prise de pouvoir par Omar al-Bachir. J'ai suivi les révolutions arabes de 2010/2011 en tant que journaliste spécialiste de la région, et si je n'ai pas pu me rendre en Syrie au cours du soulèvement, j'ai pu m'entretenir avec de nombreux acteurs, je les ai lus et écoutés. J'ai assisté en revanche à la révolution soudanaise, du moins à certains de ses épisodes, à partir de 2019. J'ai tenu à être au plus près des événements et des acteurs, et je continue à travailler sur cette révolution en me rendant dans le pays régulièrement. En 2020 à Khartoum, j'ai rencontré un jeune photographe syrien qui m'a ainsi expliqué la raison de sa présence au Soudan : « je suis venu voir comment les Soudanais réussissent leur révolution ». Cette phrase, ainsi que les impressions personnelles tirées du terrain, m'ont donné envie d'approfondir cette question.

En outre, l'histoire des révolutions dites arabes reste en effet largement à écrire et cette comparaison entre les types d'organisations révolutionnaires créées hors des formations militantes traditionnelles, partis politiques, syndicats ou associations, syrienne et soudanaise ambitionne d'y apporter une modeste contribution. Je m'intéresse donc dans cet article aux organisations de base des deux révolutions : Coordinations, Comités locaux de coordination et Conseils locaux pour la Syrie, et les Comités de résistance et Comités de service pour le Soudan.

Pour le côté syrien, je me suis appuyée sur des travaux d'universitaires et des témoignages. Pour l'aspect soudanais se rajoutent mes observations de terrain depuis 2019 et les nombreux contacts avec des acteurs de la révolution que j'ai pu établir. Le lecteur remarquera assurément un léger déséquilibre dans le détail des analyses entre les deux pays, il en connaît la raison : une connaissance à distance pour l'un, la Syrie, une expérience de terrain venant s'ajouter à la recherche pour l'autre, le Soudan. La question de la comparaison entre les deux n'en reste pas moins intéressante.

Au départ en 2011, en Syrie, la rébellion s'organise autour des Coordinations (*tansiqiyyāt*), qui se sont

ensuite transformées, se sont fondues dans d'autres organisations comme les Comités locaux de coordination (CLC) et les Conseils locaux ou bien ont disparu selon les lieux, les moments et les cas. Au Soudan, l'attention médiatique portée à l'Association des Professionnels soudanais (Sudanese Professionals Association, *Tajammu' al Mihaniyin*) et son action politique ont éclipsé, pendant les premières semaines de la révolution de 2018/2019, les organisations de base que sont les Comités de résistance (*Lijan al muqawama*). Ces Comités ont retrouvé, depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, qui a mis fin à la période de transition démocratique, leur place première, simultanément dans les champs politique, populaire et médiatique.

Deux révolutions face à face, à une décennie d'intervalle

Remettre en place le contexte et l'évolution de ces deux soulèvements est d'autant plus nécessaire qu'elles sont éloignées dans le temps et la géographie. Le Soudan est souvent « oublié » quand il est question de monde arabe, du fait de sa position périphérique, et il est peu mentionné quand il s'agit de l'histoire de « l'ensemble arabe ». Si le pays fait partie de la Ligue arabe, si la langue arabe y est vernaculaire, son identité est en effet complexe, à cheval entre l'espace arabe et l'espace africain subsaharien. En revanche, l'appartenance de la Syrie à ce monde arabe n'est, quant à elle, pas questionnée. En outre, la révolution syrienne est incluse dans ce que les médias ont appelé, dans un intitulé critiqué mais grand public, le Printemps arabe, alors que la révolution soudanaise n'y est pas rattachée, et n'est pas même rapprochée du *hirak* algérien, pourtant concomitant.

Le soulèvement syrien s'inscrit dans l'ensemble des révoltes populaires arabes qui, au début de la décennie 2010, secoue les régimes autocratiques en place depuis trente ou quarante ans selon les cas. Le Tunisien Zine al Abidine Ben Ali et l'Égyptien Hosni Moubarak sont déjà tombés quand commence la révolution syrienne. L'étincelle est l'arrestation de quinze écoliers, tous âgés de moins de 15 ans, de la ville de Deraa, qui ont écrit des slogans entendus en Tunisie et en Égypte sur des murs. Ils sont sauvagement torturés et les protestations de leurs familles sont moquées par les autorités. La violence à l'égard de ces enfants, couplée à l'humiliation de leurs pères respectés dans la communauté de Deraa, déclenchent des manifestations. Leur répression immédiate et brutale jette dans les rues une grande partie du pays, avec des revendications de réformes. Face au soulèvement, le régime de Bachar al-Assad n'hésite pas, dès le début, à utiliser non seulement ses services de renseignement mais aussi l'armée, y compris les chars. Le mot d'ordre devient dès lors « le peuple veut la chute du régime » (*ash-shaab yourid insaq an-nizam*), déjà entendue dans les rues tunisiennes et égyptiennes. Devant le nombre de morts qui se chiffre vite en centaines, une partie des soldats fait défection et crée l'Armée syrienne libre (ASL) dont l'objectif est de protéger les manifestations qui se poursuivent. Parallèlement, des opposants au dictateur fondent un « Conseil national » à Istanbul. Leur but est de coordonner la

lutte contre le régime. Rongé par les divisions, brutalisé par le pouvoir en place qui use de toutes les armes, y compris chimiques pour l'abattre, attaqué par les factions islamistes radicales, al-Qaïda et Daesh, le pays sombre dans la guerre civile et l'opposition se disloque. Les villes et quartiers gagnés par le soulèvement tombent les uns après les autres. Après la chute d'Alep en 2016, la rébellion armée se réduit progressivement au point de ne plus contrôler qu'une poche à Idlib. Aujourd'hui, des parcelles du territoire syrien sont sous le contrôle du régime, vassalisé par l'Iran et la Russie, d'autres sous celui des forces kurdes soutenues par les États-Unis au Nord-Est, et l'enclave d'Idlib et une partie des territoires kurdes sous le contrôle direct ou par proxy de la Turquie. Des expériences menées par les comités de base, il ne reste rien sur le terrain. Ce qui ne signifie en aucune façon que ces organisations, qui insufflèrent sa force au soulèvement populaire ont été effacées de la mémoire et de l'expérience du peuple.

L'expérience soudanaise démontre justement que ce type d'organisations construites sur des bases très locales peut disparaître pendant un temps sous les coups d'une répression, rester inscrite dans la mémoire militante et se transformer en fonction des circonstances pour réapparaître ultérieurement. Autrement dit, l'expérience du militantisme et de l'action politique n'est jamais perdue. Ainsi, au Soudan, la révolution de décembre 2018 a été précédée de plusieurs autres soulèvements populaires depuis l'indépendance du pays en 1956. Certains ont été couronnés de succès, d'autres ont échoué. En décembre 2018, les premières protestations populaires concernent les conditions de vie. Elles portent sur le prix du pain. Elles commencent en province, à ad-Damazin (État du Nil Bleu, sud-ouest du pays) et à Atbara (État du Nil, Nord) avant de gagner Khartoum. Le mot d'ordre n'est alors plus économique, mais politique : « tombe et c'est tout » (*tasqut bas*), version soudanaise du « le peuple veut la chute du régime ». Deux proclamations révolutionnaires, une seule signification.

Le sort de la révolution soudanaise est cependant bien différent de la révolution syrienne. La répression, si elle existe et si elle est féroce, n'atteint jamais le degré de celle menée par le régime Assad. Un immense *sit-in* peut être organisé devant l'imposant quartier général des forces armées, en plein Khartoum, en avril 2019 et n'est pas pour rien dans la destitution, par ses propres généraux, du dictateur Omar al-Bachir, qui était sur le point de fêter ses trente ans au pouvoir. Malgré tous leurs efforts, les militaires doivent signer un accord de partage de pouvoir avec les forces civiles réunies dans une coalition. La période de transition démocratique qui s'ouvre alors ne va pas à son terme, avortée par un coup d'État en octobre 2021. La révolution se poursuit cependant : depuis, et sous l'impulsion des organisations de base des comités de résistance, une large partie de la population proteste plusieurs fois par semaine et dans tout le pays contre les putschistes, exigeant une remise du pouvoir aux civils. « Ni négociations, ni partenariat, ni compromis » avec les militaires et « Pas de retour en arrière possible » sont les leitmotifs de cette nouvelle phase de la révolution.

Une même ambition : jeter à bas la tyrannie

Les Coordinations syriennes et les Comités de résistance soudanais frappent par la similarité de leurs slogans et de leurs exigences : les premières revendications portent sur des réformes et une amélioration de la vie des citoyens, en écho à la forte détérioration des conditions de vie qui, dans les deux pays, ont été l'étincelle de l'insurrection. Très vite, elles sont supplantées par l'expression d'une volonté plus radicale : celle de changer de régime. Le « le peuple veut la chute du régime », entendu dans les villes syriennes comme dans tous les soulèvements du Printemps arabe de 2011 résonne aussi dans les rues soudanaises.

Au-delà de la fin de régimes dictatoriaux qui étouffent les deux pays, depuis 40 ans pour la Syrie et 30 ans pour le Soudan, les deux révolutions disent bien, par leur conception, très horizontale, et formée majoritairement de jeunes, que ce changement ne doit pas se faire par l'imposition d'un nouvel homme fort. Les soulèvements sont marqués par le refus d'un leader, issu des rangs révolutionnaires ou d'ailleurs, qui remplacerait l'autocrate en place. L'époque des « grands leaders » charismatiques est bel et bien terminée et les jeunes sont allergiques à une verticalité affirmée du pouvoir.

Ceci ne signifie pas que l'idéologie est absente : en Syrie, il peut exister plusieurs Coordinations dans une même ville ou un même quartier en fonction des obédiences idéologiques, plutôt laïques ou plutôt religieuses. Toutes n'ont pas la même conception de la révolution, ni de l'avenir du pays. L'inverse est observé au Soudan où les Comités de résistance se soulèvent contre un régime militaro-islamiste et contre les partisans de l'islam politique qui tiennent tous les rouages de l'État. Il n'y a pas de Comité de résistance revendiquant une idéologie religieuse, ni aucun, d'ailleurs, se revendiquant laïc. Ce qui est affirmé haut et fort, c'est la liberté d'expression et le rejet d'une instrumentalisation de la religion à des fins d'accaparement du pouvoir et des richesses

Au-delà de l'objectif général de renversement du régime et de promotion d'un système représentatif et démocratique se pose la question des moyens de l'exprimer et de commencer à le mettre en œuvre. Il est indéniable que les Comités soudanais ont des possibilités plus grandes que celles dont avaient disposé les Coordinations syriennes pour explorer leurs ambitions sur le plan théorique et les concrétiser sur le plan pratique. Les Conseils locaux syriens, issus des Coordinations, ont certes agi dans des zones « libérées », c'est-à-dire évacuées par l'armée de Bachar al-Assad mais elles ont en permanence été sous très fortes et multiples pressions : celle des bombardements du régime et de ses alliés russes et iraniens, celle des multiples seigneurs de guerre apparus avec la militarisation de la révolution et celle de Daesh. Les Comités soudanais, eux, ont vécu, après l'Accord constitutionnel signé en août 2019 qui a institué le partage du pouvoir entre militaires et civils, vingt-cinq mois de transition démocratique. Ils ont ensuite dû se réorganiser après le coup d'État du 25 octobre 2021 et ont dès lors mené bataille sur un double front : celui de la résistance dans la rue contre les putschistes et celui de la construction

théorique de leur ambition d'un « Nouveau Soudan ».

Il est à noter cependant que l'ambition de changement radical est, dans les deux cas, portée par des organisations issues de la base, souvent de la jeunesse des classes populaires et moyennes.

Des organisations issues de la base

Les révolutions syrienne et soudanaise sont l'expression d'une colère populaire contre des régimes qui, depuis des décennies, détruisent les conditions socio-économiques de la population, empêchent toute expression libre et mettent en danger l'avenir de la jeunesse. Les deux naissent dans des pays jeunes, avec une frange de la population possédant des moyens technologiques d'information que n'avaient pas leurs aînés.

Dans les deux pays, ces soulèvements sont très rapidement, sinon organisés, du moins cadrés par les organisations qui nous intéressent. En Syrie comme au Soudan, elles voient le jour sur l'ensemble du territoire. Si, au Soudan, les comités de Khartoum prennent une large place, du fait, notamment, du poids démographique de la capitale, ceux de grandes villes de province pèsent également. Après le coup d'État d'octobre 2021, ils prouvent leur capacité à bloquer des infrastructures et axes routiers vitaux pour l'économie, par exemple la route qui vient de la frontière égyptienne et le port de Port Soudan. Dès 2018, des comités sont actifs dans de toutes petites villes, parfois très isolées, comme dans les Monts Nouba, au Sud du pays.

En Syrie, les Coordinations ont eu plus de difficultés à s'implanter dans les gros centres économiques et politiques, comme Alep et Damas, que dans des villes moyennes ou petites. La capitale est particulièrement quadrillée par les forces de sécurité. En revanche, les groupements révolutionnaires ont été très actifs dans la banlieue de Damas (rif Dimashq) et dans de petites villes qui deviendront célèbres, comme Kafranbel, avec son auto-organisation aboutie et ses slogans imaginatifs diffusés dans le monde entier et donc dévastateurs pour le régime.

Dans les configurations, syrienne comme soudanaise, les groupes issus de la base, sans hiérarchie, sans affiliation et sans programme politique, ont appris en marchant. Dans les deux cas, leur première ambition a été de prendre en charge les aspects pratiques des protestations, et notamment, cruciale, la sécurité et la protection des manifestants et des activistes. C'est là, d'ailleurs, la première et fondamentale différence entre les organisations des deux pays. Car au-delà de leurs points communs, les deux modèles n'évoluent pas dans le même contexte sécuritaire. Elles ont à faire à deux régimes dictatoriaux, qui se différencient cependant dans l'échelle de la barbarie, celui de Damas battant largement, dans ce jeu macabre, celui de Khartoum. Et ces contextes scellent les destins respectifs des organisations et des révolutions syrienne et soudanaise.

Des genèses et des contextes sécuritaires différents

Les Coordinations apparaissent très rapidement après l'éruption du soulèvement syrien. Les premières traces sont attestées dès avril 2011. Il s'agit de petits groupes très fermés de personnes qui se connaissent entre elles et se font confiance, qui peuvent être des amis, des membres d'une même famille, ou des activistes. Le secret est absolument nécessaire, c'est une question de vie ou de mort dans la Syrie des Assad où l'appareil répressif a des mouchards partout et où le régime a, à la fois, brisé depuis longtemps toutes les initiatives civile, politique ou syndicale, et instrumentalisé les groupes ethniques et religieux les uns contre les autres.

Les membres des Coordinations ne peuvent pas s'appuyer sur des expériences protestataires antérieures à 2011. L'insurrection la plus récente remonte à 1982 à Hama. Initiée par les Frères musulmans, elle a été écrasée dans le sang, à tel point que si l'on ne connaît pas précisément le nombre de victimes, on l'estime à plusieurs dizaines de milliers. L'effroi suscité par ce massacre est inscrit dans la mémoire collective. La répression, pratiquée à une échelle moindre qu'à Hama, a eu raison, en 2002, du « Printemps de Damas », brève période d'ouverture politique et d'expression – presque – libre qui a éclaté au moment de l'arrivée de Bachar al-Assad au pouvoir, après le décès de son père Hafez. Il a été de courte durée et chaque Syrien a bien compris que le régime du fils ne tolérerait pas plus que celui du père des demandes de réforme.

Ceux qui descendent dans la rue en 2011 et créent les Coordinations pratiquent là leur première expérience politique et militante, dans un contexte particulièrement dangereux pour eux.

Ils agissent dans leurs quartiers respectifs, en fonction des besoins : relayer un appel à manifester, fabriquer une banderole, la porter pendant la protestation, filmer, etc. Il y a beaucoup d'improvisation et pas de hiérarchie, les rôles de chaque activiste ne sont pas définis, chacun agit là où un besoin se fait sentir. Au fur et à mesure des jours et des manifestations, les Coordinations s'étoffent et se professionnalisent, le nombre de leurs membres grandit. Le cartel avec la date et l'heure se systématise dans les manifestations, pour contrer la désinformation pratiquée par le régime et ses alliés. Les Coordinations commencent à échanger avec leurs voisines de la même ville ou du même territoire, en fonction aussi des réseaux de confiance de chacun. Ils paient néanmoins un très lourd tribut à la répression.

Les Comités de résistance soudanais s'organisent eux aussi autour d'amitiés et de connaissance de quartier. Ils se créent entre amis d'enfance qui ont joué dans les mêmes rues, ont fréquenté la même école et le même club (*nadi*), institution de quartier où se retrouvent à la fois les jeunes et, le soir, les hommes adultes pour jouer aux cartes ou aux dominos. La composition sociologique dépend donc de celle du quartier et des classes sociales qui y résident. Dans les quartiers populaires, ce sont surtout des jeunes défavorisés, ouvriers, chômeurs, déplacés par les guerres internes ou l'exode rural. Ces Comités

de résistance se montreront, dans la période de transition démocratique, souvent les plus radicaux et les plus critiques envers le gouvernement civil. Les quartiers de classes moyennes, petits fonctionnaires, étudiants, fournissent les Comités les plus organisés et les plus désireux de construire un mouvement national. Si on trouve des Comités aussi dans les quartiers les plus chics, ce ne sont pas les plus actifs. Mais ces classes sociales démontrent leur solidarité avec les autres comités en finançant les besoins, en matériel médical de base par exemple. Sur le modèle des équipes de supporters de clubs de football, il existe une émulation, voire des rivalités dans l'enthousiasme révolutionnaire et dans l'audace entre comités de résistance. Leurs membres affichent clairement leur appartenance géographique, par des banderoles, des oriflammes ou des noms, comme « les Tigres d'Abbasiya » (Abbasiyya est un quartier d'Omdourman, ville jumelle de Khartoum).

Les Comités de résistance se veulent et se proclament l'émanation du peuple. Ils affirment être les héritiers d'une longue tradition révolutionnaire. Les rappels des soulèvements populaires victorieux de 1964 et de 1985 sont incessants. L'épisode le plus marquant a lieu le 23 avril 2019 quand le « train de la liberté » arrive à Khartoum en provenance d'Atbara, en référence directe à des épisodes de la révolution de 1964 et de celle de 1985. La cité était alors le siège de la compagnie des chemins de fer et un bastion syndical. Les syndicats ont été brisés, mais le symbole est resté, et l'héritage est revendiqué. Les organisations qui mènent l'insurrection de 2018/2019, qu'il s'agisse de l'Association des professionnels soudanais ou des Comités de résistance se démarquent des soulèvements précédents en marginalisant largement les partis politiques. Le NCP (National Congress Party), colonne vertébrale du régime d'al-Bachir est bien sûr honni et banni. Mais ceux qui y étaient tolérés suscitent la défiance, même s'ils entrent dans la grande coalition des Forces de la Liberté et du Changement (FFC), construite pour incarner la structure politique de la révolution.

Plus que des partis politiques, y compris le parti communiste, clandestin, les Comités de résistance émanent de mouvements acteurs de la contestation dans les années 2010 : Girifna et Sudan Change Now. Fondés également sur des réseaux de solidarité de classe sociale, de liens familiaux, de quartier, ils ont affiché une volonté de sortir des affiliations partitaires, notamment confrériques, se sont organisés horizontalement et ont prôné la lutte pacifique. Ils ont participé à la tentative de soulèvement de septembre 2013, qui a été brisée par une répression sanglante.

Les Comités de résistance ont cependant une base plus large : Girifna et Sudan Change Now étaient constitués de jeunes de milieux urbains, là où les Comités existent partout, y compris dans de toutes petites villes ou en zones rurales. En cela, ils s'appuient sur le réseau Hawadith al Shawari', constitué de jeunes qui apportent leur aide partout où c'est nécessaire. Beaucoup de membres de Hawadith ont rejoint les Comités de résistance dès le départ. Sur le plan intellectuel également, un travail patient a été effectué dans les années précédant l'insurrection de 2018, qui a permis à des milliers de jeunes entre 20 et 30 ans de réfléchir non seulement à la nature des organisations révolutionnaires mais aussi à la nature du « Nouveau Soudan » ainsi que le projet révolutionnaire a été nommé au *sit-in*

de Khartoum. À partir de 2012, le « Projet pour la pensée démocratique » a distribué des dizaines de fascicules de penseurs, philosophes, théoriciens politiques, économistes, à des cercles de lecture et de discussion partout dans le pays. Informels, formés d'étudiants, de jeunes travailleurs, de chômeurs, de manœuvres, ces cercles forment un creuset pour les organisations militantes que sont les Comités de résistance et les allers-retours d'idées et de personnes entre les deux sont incessants.

Les Comités de résistance et les Coordinations syriennes agissent, aux débuts des deux révolutions, dans les mêmes champs, comme relais des appels à manifester et des mots d'ordre, et comme documentaristes, le téléphone portable servant à la fois d'outil pour filmer et de moyen de diffusion. Avec une évolution, entre les deux insurrections, due aux avancées technologiques : les diffusions, au Soudan, se transmettent via Twitter et beaucoup moins via Facebook. Le réseau à l'oiseau bleu commençait juste à gazouiller parmi le grand public au moment du déclenchement de l'insurrection syrienne. Au Soudan, chaque Comité de résistance possède son compte twitter – du moins dans les zones couvertes par le réseau 3 ou 4G. Les nouvelles technologies, cependant, ne peuvent pas tout, et ne font pas toujours preuve d'efficacité. Ainsi, pour tromper la surveillance et, surtout, déjouer les coupures d'internet et des lignes de téléphone, arme fréquemment utilisée par le régime d'Omar al-Bachir puis par celui de la junte après le coup d'État du 25 octobre 2021, les différents Comités de résistance ont mis en place des coursiers, à pied ou, le plus souvent, sur de petites cylindrées, véhicules très usités dans le pays, en ville comme en zone rurale. Les petites motos sont aussi mobilisées pendant les manifestations pour emmener les blessés dans les hôpitaux ou les maisons sûres.

On le voit : la marge de manœuvre des Comités de résistance soudanais est beaucoup plus large que celle des Coordinations syriens. C'est en effet le contexte sécuritaire qui commande la nature des actions des uns et des autres. En Syrie, dès les premières expressions de protestation, la répression a été sans pitié, avec des dizaines de morts, des milliers d'arrestations, des tortures systématiques, des quartiers assiégés, des rafles, et l'usage de l'armée. Le moindre rassemblement est étouffé dans l'œuf avec la plus grande violence dans une stratégie comparée à la doctrine militaire américaine « choc et effroi ». Certes, au Soudan aussi, l'appareil répressif arrête et torture les protestataires. Le régime soudanais a une longue tradition de lieux de détention secrets, dits « maisons fantômes » dans les années 90, « frigidaires » pendant les premiers mois de la révolution. Cependant, la violence de la répression est toutefois sans commune mesure avec la barbarie déployée par le régime syrien.

Les Comités de résistance ont des respirations possibles, les Coordinations syriennes jamais. L'action non violente que les deux soulèvements ont en commun et revendiquent sous le slogan « *Silmiyya, Silmiyya* » (« pacifique ») scandé dans les rues syriennes et dans les cortèges soudanais, tiendra au Soudan et ne résistera pas en Syrie. La militarisation de l'insurrection syrienne, d'abord pour protéger les manifestants, dirigera inexorablement le pays vers la guerre civile. Au Soudan, la résistance à la tentation des armes est très forte dans les Comités de résistance. Certainement parce que le pays est encore en proie à des rébellions armées. Un ancien membre d'un de ces groupes armés du Darfour m'a

ainsi justifié le refus de la militarisation de la révolution : « nous avons essayé les armes, nous avons échoué, nous n'avons réussi qu'à nous diviser et à faire encore durcir la répression contre les civils ».

Par conséquent, le champ d'action est plus large pour les Comités soudanais. L'anonymat n'est pas absolument nécessaire, même si les militants les plus actifs, ceux déjà connus pour leur activisme passé, doivent prendre des précautions et entrer parfois en clandestinité. Les Comités peuvent mettre sur pied des brigades de jeunes, voire très jeunes gens, agiles et véloces, qui, armés d'un gant, se chargent de renvoyer les grenades lacrymogènes. Pendant les premiers mois de 2019, quand les manifestations se déroulaient dans les quartiers, ils passaient de maison en maison suivant de près les forces de répression qui balançaient les grenades lacrymogènes et assourdissantes de façon aléatoire dans les logements. Ces jeunes sont devenus des héros dans leur quartier, connus de tous. Depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, ces brigades se sont reconstituées et montent, par petits groupes d'affinités géographiques, en première ligne face aux forces de répression. De même, les « maisons sûres », censées être des refuges clandestins, sont connues de beaucoup d'activistes. Une femme âgée d'Oumduurman connue pour avoir ouvert son domicile aux jeunes de son quartier dès les premières manifestations raconte volontiers comment elle a empêché, à plusieurs reprises, les forces anti-émeutes et les hommes de la police politique du régime d'Omar al-Bachir, de pénétrer chez elle. De telles scènes n'étaient guère imaginables en Syrie.

En Syrie : remplacer l'État

Les révolutions sont mouvantes, et les organisations qui les accompagnent, les stimulent, les encadrent évoluent et se transforment en fonction des acteurs, ceux qui participent aux soulèvements et ceux qui les combattent. En Syrie, très rapidement après l'apparition des Coordinations se font jour des tentatives pour rassembler ces petits groupes éparpillés dans tout le pays. L'objectif est de constituer une force cohérente pouvant à la fois construire un nouveau mode de gouvernance et s'imposer comme interlocuteur face au pouvoir, face à la communauté internationale et face au Conseil national syrien, organe extérieur que tous les Conseils ne reconnaissent pas, la plateforme de l'opposition, fondée à Istanbul pour représenter la révolution. Pour tenter de contrer la répression sans faille, il faut aussi donner des moyens aux Coordinations de poursuivre leurs actions, notamment aider les familles des prisonniers, des blessés et des tués, et documenter les exactions du régime et les actes révolutionnaires. Pour cela, il est nécessaire de réunir et distribuer de l'argent, du matériel comme des ordinateurs, des téléphones satellites qui permettent de communiquer sans être repéré, et des caméras. Trois structures, de différents courants de pensée idéologiques, représentent les Coordinations : le Comité des coordinations locales, dont fait partie Razan Zaitouneh, avocate et militante de renom, la Commission générale de la révolution syrienne, de Souheir al-Atassi, fondatrice au début du Printemps de Damas en 2001 du Forum Jamal Atassi pour le Dialogue, et l'Union des coordinations de la révolution

syrienne, plutôt proche des Frères musulmans.

Au fur et à mesure que l'armée de Bachar al-Assad quitte certaines zones, dites « libérées », des Coordinations commencent à travailler au grand jour et se regroupent. Elles transforment alors en « bureau médiatique révolutionnaire » ou se fondent dans le « Conseil local » tout juste mis en place. Ces Conseils locaux, qui apparaissent dès début 2012, seront l'incarnation la plus aboutie de la révolution. Les Conseils locaux remplacent l'État. Plus encore, comme l'a théorisé Omar Aziz, économiste et anarchiste, ils participent à construire une nouvelle société, depuis la base, débarrassée de l'autoritarisme. Omar Aziz considérait en effet que les manifestations, protestations, ne suffiraient pas à faire aboutir la révolution et qu'il fallait donner aux Syriens un avant-goût de ce que serait leur pays sans le régime de Bachar al-Assad. Il n'a pas pu observer la mise en pratique de sa théorie ni tenter d'influer sur les différentes expériences : arrêté en 2012 à son domicile, il est mort dans les geôles du pouvoir en place quelques mois plus tard, en 2013. Chaque Conseil local administre une zone. L'administration de Bachar al-Assad s'est retirée en même temps que l'armée, avec une évidente intention de punir la population. Aussi celle-ci, comme avec les Coordinations, s'organise-t-elle. Y participent des activistes des Coordinations, des notables respectés, des fonctionnaires qui ont fait défection et mettent leurs compétences au service du bien commun. Une majorité de ces Conseils locaux sont élus, dans une expérience démocratique inédite, d'autres désignés par consensus. Ils prennent en charge les besoins élémentaires, eau, électricité. Mais aussi les fonctions classiques d'un État, éducation, santé, maintien de l'ordre, justice. Et celles liées à l'urgence : déplacés internes, blessés, prisonniers. Dans certaines régions, Rif Dimashq, La Ghouta, Alep, les Conseils locaux tentent de se coordonner et de former des institutions régionales. Il s'agit d'aller plus loin dans le remplacement d'un État, à la fois autoritaire, failli et hostile. Cette auto-organisation se heurte assez rapidement à des obstacles qui la détruiront : la sale guerre de Damas et de ses alliés russe et iranien, la montée en puissance des groupes armés et la radicalisation progressive de bon nombre d'entre eux. L'expérience des Conseils locaux n'a pas survécu, mais elle reste ancrée dans la mémoire syrienne.

Au Soudan, la transformation des Comités de résistance

Au Soudan, il n'est pas question de « zones libérées ». L'évolution des Comités de résistance, de groupes purement organisationnels à des groupes mêlant l'organisation d'une insurrection et l'élaboration d'un nouveau régime, se réalise au fil de la progression de la révolution. Avec, donc, des phases d'expansion, des moments d'arrêts brutaux et des périodes de retraits relatifs. Une phase fondamentale de la marche des activistes des Comités vers la maturité politique est celle des *sit-in*, en particulier le *sit-in* de Khartoum, du 6 avril au 3 juin 2019. Cette ville dans la ville, établie devant le quartier général des forces armées dans la capitale soudanaise, est, pendant deux mois, le « Nouveau Soudan » en construction. Là se tisse une nouvelle façon d'être soudanais et de faire nation, avec la présence de personnes de tout

le pays, y compris les zones périphériques longtemps ignorées de la population de la capitale, Darfour et Monts Nouba. Là se croisent toutes les classes sociales, de l'homme d'affaires prospère à l'enfant des rues, de l'ouvrier au chercheur universitaire. Les priorités que doit porter le Soudan en construction s'y affichent : l'éducation, le partage, la solidarité, l'auto-gestion. Les militaires ne s'y trompent pas et mettent fin à l'expérience très brutalement le 3 juin au matin. Le *sit-in* est entièrement détruit et beaucoup de ceux qui s'y trouvent à l'aube sont tués ou blessés. Les autres sont terriblement choqués et l'exigence de justice est encore aujourd'hui un des moteurs des manifestations organisées par les Comités de résistance.

Comme pour les Coordinations syriennes qui se sont effacées devant les Conseils locaux, au Soudan, les Comités de résistance laissent la place après l'Accord constitutionnel d'août 2019, conclu entre les généraux et la coalition des Forces de la Liberté et du Changement (FFC). Beaucoup d'activistes, méfiants envers les militaires, ne sont pas favorables à laisser une partie importante du pouvoir aux militaires, mais ils n'ont guère le moyen de s'y opposer. À la fois parce qu'ils sont encore, à ce moment-là, les « petites mains » de la révolution et parce que la population, dans son ensemble, a besoin de souffler. En septembre 2019, les Comités essaient de se regrouper et de créer une sorte de comité central en septembre 2019, mais la tentative échoue, des ambitions personnelles étant largement encouragées par les partis politiques désireux de « récupérer » l'énergie et les forces vives des Comités.

La période de transition démocratique et les deux gouvernements dirigés par le Premier ministre Abdallah Hamdok constituent donc en apparence un trou d'air pour les Comités. Des personnalités en vue les quittent pour intégrer les équipes gouvernementales. D'autres, la majorité, se replient sur des actions de quartier, en mettant en place des Comités de service chargés de pallier les déficiences de l'État : réparer les écoles et les dispensaires, veiller à l'approvisionnement en produits de première nécessité, apporter de l'aide aux familles nécessiteuses. Parallèlement, ils s'instituent vigies de la révolution : surveillance des *kaizan*, nom donné aux partisans et profiteurs de l'ancien régime, et des réseaux de distribution d'essence et de farine, deux produits de base victimes de pénuries et de spéculation, contrôle de l'avancée de questions jugées prioritaires comme la justice pour les « martyrs » de la révolution. Ils démontrent à plusieurs reprises leur capacité à mobiliser des foules.

Les Comités de résistance changent de dimension avec le coup d'État d'octobre 2021. Ils se retrouvent seuls en première ligne : la coalition des FFC (Forces de la Liberté et du Changement) est divisée et a perdu la confiance de la population, le SPA (Association des Professionnels soudanais) n'est plus vraiment actif dans le champ politique et se trouve incapable de mener la contestation. Les Comités organisent le refus du coup d'État et du retour des acteurs et des méthodes de l'ancien régime avec la même efficacité que pendant le soulèvement de 2018/2019.

Parallèlement une réflexion poussée sur le mode de gouvernance à mettre en place s'élabore après le renversement des putschistes. Cette construction politique se mène de façon décentralisée : les

Comités les plus étoffés et les plus volontaires travaillent chacun sur sa charte programmatique. À chaque étape, la population est consultée et peut amender les propositions. Dans certains quartiers, la charte est mise aux voix, ce qui relève à la fois d'un exploit et d'une bizarrerie toute soudanaise puisque le pays a renoué avec la dictature et la répression. Les différentes chartes sont présentées au public via les réseaux sociaux et, encore une fois, soumises à la discussion. L'objectif est d'arriver à une seule charte, programme du Nouveau Soudan. Début juillet, la chose semble entendue et les Comités de résistance, fer de lance du refus de négocier avec les militaires, lancent une proposition de « Conseil révolutionnaire » auquel prendront part également les organisations de la société civile, les syndicats et les partis politiques. Ce Conseil est lui-même voué à nommer un « gouvernement révolutionnaire ».

En Syrie, les organes de la révolution en sommeil, au Soudan, en mutation

Les deux révolutions ont en commun d'avoir été portées, dans les phases de la contestation populaire, par des mouvements prônant l'horizontalité, la décentralisation, l'auto-organisation et refusant la verticalité du pouvoir, incarnée dans son absolu par les régimes dictatoriaux. Les expériences menées à Daraya, Alep et dans la Ghouta, avant qu'elles ne soient mises à terre par les sièges et les déplacements forcés de population, sont venues en concrétisation d'idées théoriques. Et ces idées ne s'effacent pas de la mémoire des peuples, même quand elles sont brisées dans le sang. Car loin d'avoir à faire à des contestations isolées dans le temps et dans l'espace, c'est l'accumulation de ces expériences qui construit chaque soulèvement ultérieur, car les individus observent et échangent.

En quelques mois, les Comités de résistance ont opéré une mue impressionnante. De structures très locales en charge de l'organisation des mouvements insurrectionnels, ils sont devenus un acteur politique incontournable, un mouvement national proposant une Constituante. Les Coordinations syriennes et les Conseils locaux n'ont pas eu la possibilité de poursuivre dans la dynamique qu'eux-mêmes avaient dessinée. C'est là, finalement, la différence majeure entre les deux organisations. Au Soudan se dessine – peut-être – le passage, pour une organisation militante de base à structure horizontale, de la contestation à l'action politique. Il serait certainement intéressant d'approfondir les observations dans ce champ politique.